

# 50 Anniversaire de l'Assassinat de Ruben Um Nyobe, le Mpondol

Une compilation de textes réalisée par **Brother Metusala Dikobe**

© [www.peuplesawa.com](http://www.peuplesawa.com)

13. Septembre 2008

---

## **Déclaration de Boum Nyébél**

Sur la nouvelle orientation du combat Nationaliste Panafricain

Peuple -Victimes Camerounais et Africain,  
Filles et fils de l'Afrique, Mes chers cohéritiers

En rapport avec tous les fils et filles qui ont définitivement marqué par des actes forts d'honneur, de dignité et de grandeur notre Peuple, la Fondation Panafricaine des Devanciers, Héros et Martyrs, en tant que Mouvement Panafricain Socio-Culturel a déclaré, dès novembre 2007, l'année 2008 « Année d'hommages au nationalisme panafricain de toutes les époques » ; avec entre autres carrefours de célébration et en prime, le « Cinquantenaire » de l'assassinat de « Mpôtôl » Um Nyobe.

C'est ainsi qu'en deux semaines franches, du 1er au 13 septembre 2008, avec la célébration du « Cinquantenaire » du tout premier assassinat d'un leader nationaliste de la lutte des indépendances en Afrique, le patriote panafricain Um Nyobe, la frange d'hommes et femmes au sein de mon Peuple restée malgré tout équilibrée, leur tête et chaque partie de leur corps à sa place et y jouant pleinement son véritable rôle a favorisé que l'événement majeur de cette célébration soit mené jusqu'à son terme ici à Boum Nyébél avec cette Soirée Nationaliste du 12 et ce pèlerinage à Song Mpek, village natal de « Pôtôl Um Nyobe, ce 13 septembre 2008. Que « Hilôlômbi » le Dieu de nos aïeux soit loué et ces derniers vénérés à leur juste dimension ; car sans eux ce Devoir de Mémoire et cette obligation de rendre hommage n'auraient pas été accomplis.

## **Peuple-Victime, nationaliste et progressiste panafricain, Mes chers cohéritiers,**

A chaque époque de la vie d'un peuple correspond un type de problèmes. A chaque génération d'identifier les problèmes de son temps et d'apporter des réponses fiables aux questions que suscitent lesdits problèmes pour s'assumer pleinement. Sur la base de cette vision sur tous les plans progressiste, toute génération pour quelle que cause que ce soit qui ne s'inscrit pas sur le livre d'or de l'espace de vie qui est le leur au cours du cheminement du Peuple vers son destin est une traîtresse et comme telle, doit être traitée par l'histoire et par la génération suivante qui se devra, pour la génération traîtresse, d'ériger des stèles de la honte en opposition avec, pour les générations méritantes, l'édification d'un Mausole d'honneur et de dignité.

Cette seconde perspective tient comme un gant pour la génération des Douala Manga, Nello, Paul Samba, Manibem Tombi, Raba et leurs compagnons qui auront vécu, combattu et semé pour l'action à venir ; à celle des Um Nyobe, Yem Mbak, Moumié, Ouandié, Kingué, Lotin à Samé, Osende Afana, Tong Likéng et leurs compagnons qui auront vécu, identifié le colonialisme comme problème majeur de leur époque, engagé bataille à son encontre et, avec ces indépendances à partir du 1er Janvier 1960 au Cameroun, vaincu. Oui, Um et ses compagnons nationalistes et progressistes ont gagné leur bataille dans cette guerre éternelle du progrès humain. Car, le Cameroun est un et, malgré quelques remous, indivisible. Car aussi et c'est définitif, le Cameroun et d'autres Etats Africains ne seront jamais des Départements français d'Outre-mer.

Et avec la célébration derrière nous du Cinquantenaire de l'assassinat de Um Nyobe, l'hommage mérité vient d'être rendu à ces repères de notre Peuple. Maintenant à nous de jouer pour assumer, nous aussi, notre époque, comme ils ont su assumé les leurs .

## **Peuple-Victime Camerounais, Peuple-Meurtrie Africain, Peuple de mon teint méprisé de par le monde,**

Le répertoire de la sagesse et de l'intelligence du corps social Africain regorge des orientations philosophiques fortes indicatrices pour la vie pratique. En voici une de très haute portée :

« Quiconque se perd doit rebrousser chemin jusqu'au point de départ en vue de redéterminer la direction à prendre pour progresser avec plus d'assurance vers sa terre promise ».

Nous ne sommes pas des « Passéistes. Non ! Mais nous savons que qui ne sait d'où il vient ne peut déterminer à quel niveau il se trouve, encore moins vers où il chemine. Malgré des catastrophes humainement orchestrées par des barbares aujourd'hui connus, à la source de la sagesse et du progrès humain, des repères significatifs existent à coup sûr qui, mis en exergue et utilisés, vont redonner à ce monde qui cafouille parce que désormais sous la totale emprise de la matière, de véritables raisons de réespérer.

Afin de mener à bien cette mission humaine de haute portée culturelle, politique, socio-économique et même spirituelle, notre continent et son Peuple se doivent de se doter, ici et maintenant, de tous les arsenaux qui leur permettent de réinfluencer par eux-mêmes le cours de leur vie propre et de régénérer les énergies et forces propres à remettre l'humanité toute entière dans une orbite de progrès humain où la morale et l'éthique seront des boussoles centrales. Où les idéaux et leur traduction en biens matériels n'auront de place que pour servir de manière centrale l'humain et son environnement. Où plus de justice influencera l'établissement de plus de paix.

Et maintenant que notre volonté et notre détermination sont là en tant que premiers arsenaux, il devient indispensable et urgent de doter notre Peuple et continent d'une base organisationnelle citoyenne à la dimension de l'enjeu, des missions et du but final vers lequel nous devons aller. La NODYNA, entendre la Nouvelle Dynamique Nationaliste Africaine en tant que moyen de transport de nos espoirs et de conduite de notre Peuple au rétablissement de son humanité et dans sa légitimité de s'autogouverner vraiment naît donc ainsi ici même à Boum Nyébél, ce dimanche 14 Septembre 2008. Naît ici à Boum Nyébél, lieu historique où, 50 ans auparavant jour pour jour, fût présenté au monde ce 13 Septembre 1958, le corps sans vie du Charismatique leader nationaliste panafricain, nous nommons le héros et martyr Um Nyobe de glorieuse mémoire. La NODYNA, ce Mouvement Politico-culturel Panafricain, sur la base d'un programme centenaire qui sera rendu public le moment venu se dote d'un programme minimum à deux points :

- Replacer notre continent et ses peuples dans les conditions de se réapproprier les attributs globaux propres à les rétablir dans leur légitimité de gérer à leur guise et prioritairement pour leur compte, les indépendances acquises de très haute lutte et au prix de très lourds tribus et depuis lors aliénées par ces « Accords » dits de coopération qui, avec aujourd'hui cette machine à broyer les peuples encore faibles qu'est cette mondialisation pas trop matérialiste, des freins majeurs du progrès de nos peuples vers l'avant.

- Créer par ce truchement, les conditions globales d'espoir justifié par le façonnage d'un environnement favorable à l'éclosion des idées qui orientent vers les cimes.

Au Cameroun d'où débute la structuration formelle de ce programme dont la nature m'a fait l'honneur et assigné le devoir de rendre public aujourd'hui, je n'ai que l'assurance de voir mon Peuple, à savoir le Peuple-Victime, ma tribu, à savoir la tribu des exclus ainsi que toutes les honnêtes gens attentives à ce que Le Professeur Fonkoua Tegua désigne par « Appels de l'humanité » s'accaparer le présent projet de refondation d'un Cameroun et d'une Afrique qui comptent parce que redisant enfin de leur propres moyens pour se faire prendre en compte. Car il nous faut sortir nos démarches politiques des sentiers battus. Les Peuples du continent en général et le Peuple Camerounais en particulier, tendaient jusqu'à ce jour à s'accommoder avec cet environnement politique délétère célébré ces dernières années par une confusion totale dans ce multipartisme administratif instrumentalisé chez nous et qui a conduit mon Peuple dans cette situation de déchéance totale des structures et des individus à charge de les animer.

C'est pour cela qu'en toute humilité je demande à mon Peuple de se mettre en ordre de bataille pour conduire à bien le projet présent dont la prochaine échéance de réalisation est la tenue le jeudi 15 Janvier 2009 au Cameroun, de l'assemblée constitutive de ce Mouvement Panafricain de notre époque, je nomme la NODYNA. Je m'incline par ailleurs pour proposer aux mouvements et

leaders politiques et sociaux qui se reconnaissent dans la vision ici soutenue de s'approprier dès à présent celle-ci afin que, s'adjoignant à mon peuple, par notre action conjuguée, nous puissions la matérialiser et dans les délais programmé.

**Mes chers cohéritiers,  
Intellectuels, initiés et experts de tous bords,**

Laisser les grandes idées entre les mains inexpertes est l'expression même de l'inexpertise des experts. Notre Peuple et notre continent sont face à leur destin. Ils se doivent d'agir. Chacun de ses fils et filles apportant toute son énergie à l'entreprise sur des bases nouvelles. Avec des orientations nouvelles. des structures nouvelles et, surtout, des hommes et femmes nouveaux. Voilà une grande idée n'est-ce pas ? Par chacun de nous, les complexes de tout genre doivent ici être à tout prix neutralisés. Par chacun et par tous, les barrières de tout genre à dessein érigées pour nous empêcher de faire front commun doivent être, quelle que soit leur rigidité, brisées.

Ce qui est ici envisagé est bel et bien à notre portée et dehors, tous et toutes les adeptes de cet afro pessimisme tant destructeur parce que tant neutralisant. Il nous faut agir. Nous devons tous et toutes, désormais, être solidaires et déterminés pour être à même de léguer à ceux qui arrivent, des raisons justifiées de se faire confiance. Et c'est le lieu pour nous de nous approprier deux grandes orientations à l'action déterminante telles qu'elles sont faites par cet ancien Président des Etats-Unis d'Amérique du nom de KENNEDY et nous citons:

« Dans la longue histoire du monde, quelques générations seulement ont reçu la mission de défendre la liberté aux heures où elle était le plus en danger ».

« Nous n'avons pas, le temps d'être complaisants, timides ou hésitants. C'est l'heure du courage et de l'action. C'est l'heure des leaders forts, des leaders qui n'ont pas peur des nouvelles frontières ni des faits, des leaders qui peuvent transformer nos rêves en réalités ».

Jeunesse-Victime du Cameroun,  
Jeunesse-Victime de l'Afrique,  
Assurance de notre avenir commun,

Le présent message t'est particulièrement destiné. C'est par la réalisation de l'orientation qui ressort de son schéma directeur que tu dois aujourd'hui, où que tu te trouves de par le monde, t'assumer pour être digne de toi et rétablir ton Peuple et son continent dans la dignité, la noblesse, l'honneur et la grandeur dans l'expression de la liberté et la jouissance du mieux-être par son propre effort. Ce ne sera pas facile. Détermine toi, prend courage, agit et vain l'adversité de l'ennemi. Tu le peux. Et c'est ici que tu dois avoir constamment à l'esprit cette sagesse universelle qui indique que « celui qui veut du miel doit avoir le courage d'affronter les abeilles ».

A « Hilôlômbi » le Dieu de nos aïeux, je confie le reste.

Vive mon Peuple en fin debout et agissant,  
Vive la solidarité universelle,  
Vive l'Afrique, redevenue Une par l'action citoyenne concertée

« Menkôp bé mayéga »  
Je vous remercie

**Cbt MbouaMassok**  
**Nationaliste Panafricain engagé**  
**1er Prix Moumié de la Résistance et de la Liberté**

---

**Upc : Grandeur et dissidences**

Écrit par Suzanne Kala Lobé Mercredi, 10 Septembre 2008 10:41

L'Upc, l'historique mouvement nationaliste doit-elle sa légende aux martyrs des régimes coloniaux que furent Um Nyobe, Félix Roland Moumié et Ernest Ouandié ?

L'ombre du Mpodol a-t-elle caché pendant des années la fragilité d'un mouvement qui eut du mal à faire sa mue afin de se transformer en une organisation politique solide ? Telles sont les questions, le devoir de mémoire que suggère la commémoration du cinquantenaire de la mort de Um Nyobe.

Fractions, factions et dissidences auront témoigné depuis sa création de la difficulté du mouvement nationaliste à se doter d'un parti fort et cohérent.

Les différentes tendances se réclamant de ce mouvement revendiquent l'héritage de Um, à partir chacun de son prisme : idéologique, culturelle et ethnique. Ces disputes sont-elles à la veille de la fin du mouvement ?

Um Nyobé, le Mpodol fut assassiné sous maquis le 13 septembre 1958. Les cinquante ans de sa mort font bouillonner l'intelligentsia camerounaise à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Comme si, cinquante ans après seulement, l'on se rendait compte de l'impact symbolique de cette légende politique exceptionnelle dans l'histoire du Cameroun. Comment expliquer la fébrilité de Mboua Massock, la frilosité de Paul Biya, la vivacité de toutes les factions de l'Upc à célébrer dignement ce cinquantenaire ? Comment comprendre qu'un Parti, qui ne peut pratiquement jamais maintenir uni ses militants et surtout ses dirigeants puisse puiser si abondamment dans l'héritage d'un mythe sans que celui-ci n'irrigue véritablement la conscience nationale et la combativité militante ?

### Variations historiques

Ce serait aux historiens des cultures politiques de se pencher sur le cas du mouvement nationaliste camerounais pour comprendre comment ce mouvement, n'a jamais pu devenir une organisation rassemblant l'ensemble des militants se réclamant de lui. On peut cependant, le temps d'une commémoration, esquisser non pas des réponses mais établir un diagnostic historique.

L'historiographie des divisions au sein de l'Upc voir de la dissidence qui peut expliquer l'impossible unité. Une impossibilité consubstantiellement liée au mode de formation même de l'Upc. Il y a à l'origine la disparité des cultures d'organisation, et l'incroyable rapidité avec laquelle l'administration coloniale réussit à faire éclater l'Upc en mettant au grand jour la faiblesse organique de sa direction, les ambitions personnelles de certains de ses dirigeants.

Certes dès l'entame de la lutte pour l'indépendance, la question cruciale qui se pose aux dirigeants nationalistes est : collaboration ou conflit avec le pouvoir ? Lutte armée ou voie institutionnelle ? Cette ligne de démarcation va être plus ou moins radicale durant des années pour s'estomper à partir des années 82 avec le soutien tactique et la démarcation stratégique, prônée par le groupe alors dirigé par années Massaga en 1982.

### Crises et piétinements

L'évolution des crises au sein de l'Upc, leur cristallisation autour des personnes et des régions est donc signification d'un problème structurel lié aux conditions même de la naissance de l'Upc, à ce déplacement qui lui faire pour passer de mouvement à Parti. La difficulté à faire cette mue ou transition n'est pas sans conséquence sur la création par la suite des factions, fractions et groupe de dissidents se réclamant tous des mêmes trois lettres.

Certes, la thèse du complot qui aura laminé l'Upc est séduisante, mais elle ne résiste pas à l'analyse car : si le complot a été possible comment peut-on l'expliquer si ce n'est pas une faiblesse même de l'organisation ?

Cela étant il faut tenter de reprendre les étapes des dissidences et dégâts, les raisons données par les acteurs eux-mêmes ou contestés et analysés par certains écrivains.

La donne sociologique de départ sur laquelle le complot va devoir structurer son emprise sur les upécistes, est dans les années 56, plus complexe qu'il n'y paraît : certes la lutte contre les colons constitue un socle unitaire suffisant pour cimenter une formation, mais elle ne constitue pas l'élément idéologique susceptible de transformer en politique, un mouvement aux prises avec la répression coloniale. Ce refus de se positionner idéologiquement va ouvrir au sein de l'Upc, toutes les voies que la clandestinité va encore fragiliser.

Lorsque la lutte armée est déclenchée, la formation militaire et idéologique des militants est largement insuffisante à assurer le contrôle des troupes de même que l'organisation. Les quelques succès des groupes de saboteurs vont occulter le nécessaire pour vaincre. Il fallait un chef de guerre, l'Upc n'a alors que des chefs de terre. Des idéologues qui oscillent entre continuer à donner forme au marxisme ou alors s'appesantissent sur les valeurs de nos ancêtres.

Sous la pression de la Conférence de Bandoeng l'idéologie marxisme est le ferment de nombreux mouvements dans le monde. L'Upc se déniait longtemps le fait d'être communiste. La guerre éclate entre autres ces conflits. Il ne sera plus jamais tranché ! Les dirigeants exilés explosent. Des groupes se forment sans qu'il y ait une autorité au-dessus de tout soupçon qui commande. L'Upc est orpheline : le Mpodol est mort. Il n'y a ni dauphin putatif ni héritier présumé. Les partis révolutionnaires ne fonctionnent pas comme cela. Erreur : la guerre de succession va diviser l'Upc, chacun se prévalant d'avoir reçu la part du plus bel héritage. Les trois lettres valent entre les actions, les fractions et la dissidence va bon train, prend la forme d'une avalanche des Congés comme il y a rarement eu dans l'histoire des partis politiques.

Le temps des congrès et des fractions

Laissons le temps passé entre 1956 et 1982. C'est la clandestinité la plus noire : Les upécistes doivent affûter leurs armes. Dès l'accession de Paul Biya au pouvoir, la désintégration de ce mouvement va s'opérer de manière systématique. Les upécistes ne se rendent pas compte des mutations et n'organisent pas la riposte. La suite : c'est la grandeur et les dissidences, qui ont fait exploser le mythe du Mpodol.

---

---

### **Pour la renaissance d'un rêve.**

[Paris - France] - 12-09-2008 (Odile Tobner)

L'Espoir, vaincu, pleure.  
Charles Baudelaire

Le vrai rêve, celui qui distingue l'homme d'action, motive et sous-tend l'effort vers des desseins élevés, ceux qui libèrent l'esprit et donc le corps des souffrances inhérentes à la vie en ouvrant des horizons moins douloureux.

Tchundjang Pouémi

Le 13 septembre 1958 Ruben Um Nyobé tombait sous les balles de l'armée française dans la forêt, en pays Bassa, non loin de Boumnyebel, son village natal. Ses assassins avaient été guidés jusqu'à lui par les indications d'un traître. Ainsi s'achevait le destin aussi bref que fulgurant d'un homme d'exception, fauché avant d'avoir pu guider son pays, le Cameroun, sur le chemin de l'émancipation. Cinquante ans après, l'immense majorité des Camerounais végète toujours dans la misère sous le pouvoir qui a tué Um, l'alliance malfaisante de l'impérialisme et de la trahison.

Après 1945 la France, à peine sortie de l'épreuve de l'occupation, contre laquelle luttèrent les meilleurs des siens, jette toutes ses forces dans la guerre contre l'émancipation de ses colonies, endossant sans scrupule le rôle de l'opresseur. L'histoire ne retient que ses défaites, en Indochine et en Algérie, devant la volonté irrésistible de la masse des colonisés d'accéder à leur propre existence. On passe sous silence la grande défaite de l'Afrique subsaharienne, vite décapitée de ses plus prestigieux leaders, Lumumba, Nkrumah, Um Nyobé. Lumumba, pendant quelques brefs instants, montra sa stature d'homme d'Etat. Nkrumah, avant d'être balayé, put cependant poser les jalons de l'avenir de l'Afrique. Mais Um Nyobé fut traqué et supprimé pour l'espoir qu'il portait. Il tomba le premier parce qu'il était à la pointe du combat.

C'est ainsi qu'il reste l'astre obscur des espérances assassinées. Le Cameroun officiel a enfoui sa mémoire dans l'oubli ou dans une caricature pire que l'oubli. La nation camerounaise – et africaine au-delà – historiquement unie par le plus fort des ciments, celui du partage d'un sort commun, a été lobotomisée de sa conscience et atomisée en mesquines luttes tribales. La première génération des résistants camerounais ignorait le tribalisme. Le pouvoir colonial les qualifiait de « détribalisés ». En essayant ainsi de les déconsidérer par cette appellation péjorative il montrait qu'il s'appuyait sur le tribalisme et sur les forces les plus réactionnaires pour contrôler le pays.

La victoire, amère, de Ruben Um Nyobé réside, cinquante ans après sa mort, dans l'échec patent de ceux qui l'ont tué, Français et Camerounais, et qui ont empêché le Cameroun de devenir un pays fort et prospère. Ce qui est apparaît clairement aujourd'hui au regard de l'histoire c'est qu'on a supprimé Um parce qu'il constituait un obstacle majeur à la perpétuation du pacte colonial. Après un demi-siècle le Cameroun n'est toujours rien d'autre qu'un réservoir de matières premières, qui vont s'épuisant. Les réseaux de transports et de communication sont désespérément réduits et détériorés, la population est oisive et misérable, l'éducation et la santé sont sinistrées et deviennent inaccessibles au plus grand nombre.

Mais les trafics, eux, ont prospéré. La forêt a engraisé une classe de prédateurs. Le pétrole a disparu sans laisser de traces, sauf dans les comptes bancaires de la mafia politico-affairiste. Une corruption généralisée gangrène l'Etat. La chaîne du pouvoir, de la base au sommet n'a aucun sens du bien public mais uniquement celui de ses intérêts les plus grossiers. Elle est liée aux intérêts étrangers qui s'engraissent eux aussi impudemment. C'est ce Cameroun-là qui a profité de la mort de Um.

Après cinquante ans de persécution des meilleurs des Camerounais et de gabegie généralisée, la jeunesse camerounaise, privée de tout espoir, est à la recherche de ses vrais pères, capables de la guider vers l'honneur, la création et l'épanouissement. En renouant le lien avec sa véritable histoire, en découvrant ses héros, elle trouvera le courage, à leur exemple, de lutter pour l'avènement d'une société citoyenne forte, capable de se gouverner et de se protéger contre les divers appétits claniques et impérialistes qui la tuent. Il s'agit de renouer avec le rêve brisé par la mort de Ruben Um Nyobé.

---

---

## **Cameroun : Le «vivre ensemble», message de l'humanisme patriotique de Um NYOBE**

La rédaction de Camer.be publie en ce jour anniversaire du cinquantenaire de l'assassinat de Um Nyobé la suite et fin de l'épilogue du Docteur Guerandi Mbara sur l'évènement du jour. Il parle du message humaniste et patriotique de Um Nyobé." Au moment où Ruben Um Nyobé bénissait par son sang le « berceau de nos ancêtres », de suite d'un assassinat par les troupes coloniales de la France le 13 septembre 1957, les ennemis de l'émancipation de l'Afrique ne se doutaient pas du symbole-être qu'ils venaient de sacrifier. Les Patriotes sincères commémorent aujourd'hui le cinquantenaire de l'assassinat de «Mpôdôl » "

Les fondateurs de l'UPC n'appelleraient pas les Camerounais à l'union s'ils n'étaient pas convaincus de prôner des valeurs cardinales de l'éthos africain, à savoir le consensus, la réconciliation et la solidarité. Il est donc important, voire urgent, d'inventer un mécanisme, une politique ou une stratégie pour un apaisement des cœurs et des esprits au sein de la Nation.

L'Etat doit donc demander pardon, pour avoir failli à sa mission aussi bien morale que fonctionnelle, à tous ceux qui ont été victimes de persécutions, de violences plus ou moins explicites de la part de l'Etat ou de privés. Car les Camerounais doivent retrouver le goût d'appartenir à leur Nation et de développer un fort sentiment de vouloir vivre ensemble. Il est urgent de s'inspirer du modèle sud-africain, dont la réussite est jusqu'à ce jour indépassée. Une «Commission Vérité et Réconciliation» (CVR) est à créer dans le but de résoudre la question, jamais abordée, de nombreux crimes politiques qui jonchent silencieusement la mémoire collective, depuis le temps des exactions coloniales contre les militants de l'Union des Populations du Cameroun et d'autres partis politiques.

Pour ce faire, l'Ethique rédemptrice constitue un canal fondé sur des référents anthropologiques tel que le principe de l' « Ubuntu ». Selon l'Archevêque Desmond Tutu, il s'agit d'une notion au fondement de la jurisprudence africaine traditionnelle . L'Archevêque annonce que les Africains du Sud ont un principe : « Un être humain n'existe qu'en fonction des autres êtres humains ». C'est assez différent du « Je pense donc je suis ». Cela signifie plutôt : « Je suis humain parce que je fais partie, je participe, je partage ». Pour l'Archevêque, « une personne qui a de l'Ubuntu est ouverte et disponible, elle met les autres en valeur et ne se sent pas menacée s'ils sont compétents et efficaces, dans la mesure où elle possède une confiance qui se nourrit du sentiment qu'elle a d'appartenir à un ensemble, et qu'elle se sent rabaissée quand les autres sont rabaissés, humiliés, torturés, opprimés ou traités comme des moins que rien.»

Composante de la Palabre, le principe de l'Ubuntu a inspiré la Commission Vérité et Réconciliation et, au-delà, tout le processus de réconciliation en Afrique du Sud depuis la fin du régime de l'Apartheid. Une telle

démarche vise à faire la lumière sur le passé du Cameroun, restaurer la vérité historique sur les tourments fondateurs de l'Etat, jeter les bases objectives d'un dialogue entre les Camerounais autour des valeurs clés que sont la liberté, la solidarité, la justice sociale et le patriotisme.

En plus du retour de la dépouille de l'ex-président Ahmadou Ahidjo, la Commission Vérité et Réconciliation devrait aussi conduire au dédommagement des mutilés, invalidés et familles, victimes de diverses formes de violence politique, le retour des corps des martyrs enterrés à l'étranger et leur rendre les honneurs de la Patrie ainsi qu'à ceux déjà inhumés au Cameroun. La construction d'un cimetière national des martyrs permettra le transfert des dépouilles des patriotes morts pour la Patrie et toutes les figures ou personnalités historiques ayant fait honneur à notre pays dans tous les domaines. Aussi, la constitution d'un patrimoine public visant la dotation du pays en monuments perpétuera la mémoire des héros et martyrs. Car depuis l'indépendance, on ne voit rien venir comme actions de mémoire à l'honneur des personnalités (de Duala Manga Bell à Ahidjo, de Um Nyobé à Ernest Ouandié...), surtout pas du côté de l'Etat camerounais dont on sait qu'il est en panne de repère. S'ajoutent d'autres symboles de l'œuvre de construction nationale, à l'instar de Samuel Minkyo Bamba, le compositeur de la musique de l'hymne national (décédé en juillet 1995), Gédéon Mpando, l'architecte du monument de la Réunification à Yaoundé, et bien d'autres encore.

En plus, une « Commission Investigation et Restitution » (CIR) sera chargée des biens publics volés et injustement confisqués par une kyrielle de fonctionnaires et d'agents publics véreux. Un audit général sur les comptes et les biens de la Nation permettra d'évaluer les cas de crimes, de concussion et de corruption, de manquements aux remboursements des crédits, des détournements des deniers publics, d'abus de confiance et de pouvoir, de conflits d'intérêt, de violence, des organismes financiers et de spoliation du patrimoine national. Tout cela dans le but d'obtenir, de facto, la restitution à la nation de tout ce dont elle a été frauduleusement dépossédée. Une telle commission fera également toute la lumière sur la gestion des ressources naturelles.

Parmi d'autres points qui méritent une attention particulière, figure la question « anglophone » ou du West Cameroon. Au centre des revendications légitimes et populaires de R. Um Nyobe et de ses camarades, cette région, à l'image d'autres zones géographiques du Cameroun, connaît des frustrations que personne ne peut continuer d'ignorer. En conséquence, cette situation géopolitique nécessite l'exécution d'une politique qui prendrait appui sur les points suivants : une décentralisation effective des pouvoirs (administrative, économique, territoriale) de l'Etat vers les structures régionales, un désenclavement de toutes les régions et grandes villes provinciales par des axes bitumés, la détermination d'une fiscalité locale qui soit compatible aussi bien avec le développement de cette région qu'avec la péréquation indispensable à l'égalité territoriale dans l'accès aux richesses générées par les ressources naturelles et aux biens publics de base.

Enfin, pour apaiser et réconcilier dans le cadre du « vouloir-vivre-ensemble », il faut combattre la concentration des barbaries au niveau de la gouvernance de Yaoundé. Il s'agit du refus catégorique de M. Paul Biya de construire un Etat de droit et de démocratiser la société. Le régime dictatorial de Yaoundé est aussi têtu que les tenants du colonialisme. Vouloir demeurer au pouvoir contre la volonté du peuple souverain amène les Patriotes à faire face à l'alternative : démocratie ou barbarie. En effet, au Cameroun, se concentrent la barbarie du pouvoir d'Etat, la barbarie de la domination militaro-policière, la barbarie bureaucratique, la barbarie du parti-Etat, la barbarie mentale... Cette « conjonction des barbaries » démontre, de la part de Paul Biya et du RDPC, leurs volontés d'asservissement et d'anéantissement en vue d'assujettir l'esprit humain, l'esprit du Camerounais.

In fine, qu'est-ce que vivre ensemble ? Concernant les entités et les citoyens, la réponse à cette question centrale comporte des préalables. Toutefois, la réponse réside dans l'urgence au Cameroun et en Afrique de l'édification d'un espace public où il sera possible de discuter. Cet espace sera « le cadre à partir duquel les subjectivités pourront s'affronter sur la définition du vrai, du légitime, du permis et du défendu ». C'est une des lectures approfondies du message cardinal de Ruben Um Nyobé. C'est pourquoi, nous considérons cette vision politique pour enrichir le débat sur la nécessité des solutions à l'édification de cet idéal par l'exécution du triptyque suivant : 1) Consolider une conscience nationale à notre multiethnicité, 2) Avancer avec le passé et notre diversité, et 3) Apaiser les cœurs et les esprits, et réconcilier les citoyens, les composantes sociales et le peuple avec lui-même.

Avec le cinquantenaire de l'assassinat de R. Um Nyobé, Paul Biya et son parti le RDPC ont raté une fois de plus, une occasion historique de manifester une réelle volonté de construire l'unité nationale. Et pourtant, le « vivre-ensemble » est l'un des messages que nous adresse le « Mpôdôl » outre tombe.

Avec force et détermination, ce message posthume a bravé le colonialisme au moyen du nationalisme et des armes. Faire fi de sa propre vie et prendre les armes pour défendre un idéal demande des qualités exceptionnelles. Contre le colonialisme, R. Um Nyobé et l'UPC étaient contraints à prendre les armes pour conquérir la Réunification et l'Indépendance. Là aussi retentit avec force cet enseignement cardinal.

La persistance dans la mal gouvernance et la préférence des barbaries seront sanctionnées par des Patriotes décidés de libérer le pays de la dictature féroce. Cela pourrait conduire au sacrifice suprême. Car pour obtenir la paix nécessaire à la construction d'un « vivre-ensemble », il est souvent incontournable de passer par l'élimination des forces qui s'y opposeront toujours par tous les moyens, à savoir hier les forces coloniales, et aujourd'hui les forces néocoloniales dirigées par les régimes successifs de Yaoundé. Je me suis exprimé sans ambiguïté sur ce sujet capital dans ma déclaration du 01 mars 2008 au lendemain du soulèvement patriotique et populaire de notre valeureuse Jeunesse en février 2008. Cet acte de refus de la faute fatale qu'est la révision de la constitution instaurant un monarchisme institutionnel est également l'expression d'une rébellion morale par la descendance idéologique de R. Um Nyobé. En tant que symbole-être, il est devenu un héritage collectif, un héritage partagé, un « musée » historique national et panafricain. Le « vivre-ensemble » pour lequel le « Mpôdôl » a subi le sacrifice suprême est à suffisance la centralité de son humanisme patriotique.

© Correspondance particulière : GUERANDI Mbara Goulongo

---

## **Cameroun : La dissolution de l'UPC suite aux « évènements de mai 1955 »**

Le Docteur Blaise Alfred NGANDO revient dans les colonnes de Camer.be votre média en ligne de proximité sur les différents évènements historiques qui ont contribué à la dissolution de l'UPC par le pouvoir néocolonial le 13 juillet 1955. En cette année 1955, la présence française se trouve projetée dans une profonde crise de légitimité qui nécessite la violence d'Etat : entre le 22 et le 30 mai 1955, ont lieu une série d'émeutes dans le Mungo, à Douala, à Yaoundé et dans la Sanaga maritime.

D'après le bilan établi par l'administration française, on dénombre un tué et soixante deux blessés au sein des Forces de l'ordre, quatre tués (deux Européens et deux Africains) et treize blessés (onze européens et deux africains), au sein de la population civile, et vingt tués et cent quatorze blessés parmi les manifestants. A l'issue du Conseil des Ministres tenu à Paris le 13 juillet 1955, le Gouvernement français prononce par décret la dissolution de l'UPC et de ses organes annexes (JDC et UDEFEC). Cette décision se base sur l'article 1er de la loi du 10 janvier 1936 visant les associations et groupements qui provoqueraient des manifestations armées dans la rue. Dans le « Livre Blanc » publié au sujet des « évènements de mai 1955 », l'administration française impute la responsabilité des « évènements de mai 1955 » à l'UPC. Elle soutient que « cette responsabilité » est « nettement prouvée par les déclarations et les appels à l'émeute de ses principaux meneurs, par les témoignages recueillis par les juges d'instruction sur la façon dont certaines émeutes [ont été] préparées, par les documents (...) saisis dans les locaux mêmes de l'UPC ou sur des individus ayant participé à la rébellion et qui [ont été] arrêtés ».

Pour la France, les indépendantistes ont « délibérément préparé un soulèvement général par le développement de l'action intense de propagande à laquelle ils se sont livrés durant plus d'un mois, par l'organisation de bandes armées (Mbunga, New-Bell, Ngambé) ». L'administration soutient que l'UPC a préparé ses militants à « l'action directe ». Pour preuves, elle mentionne l'ouverture, le 18 mars 1955, d'une école des cadres à Douala, la diffusion de nombreux tracts, la multiplication des réunions publiques et des grèves par le biais des « syndicats alliés ». Elle estime que la proclamation lancée le 22 avril 1955 par le président de l'UPC, Félix Moumié, est une « véritable déclaration de guerre » ayant pour objectif de mettre fin à la présence française. Dans ce même « Livre Blanc », l'administration reconnaît qu'il « ne fallait à aucun prix que [l'UPC], qui ne rencontrait jusqu'alors aucune opposition concertée, continuât à faire tache d'huile, à intensifier le recrutement de ses adhérents, à développer la mise en place de ses organismes de base, à discréditer par une propagande très orientée l'ensemble de l'œuvre française au Cameroun et n'arrivât ainsi à brève échéance à nous placer devant une situation de fait contraire à l'intérêt supérieur du Territoire ».

Des mesures répressives contre les indépendantistes.



Suite aux « événements de mai 1955 », le Ministre de la France d'Outre-mer, adresse au Haut-commissaire des recommandations dans lesquelles il estime le moment venu pour « adopter une attitude ferme et dépourvue de toute équivoque ». « A une volonté déterminée de troubler l'ordre public et de s'imposer par la force, prescrit-il, l'administration (...) devra opposer une volonté non moins déterminée de faire respecter la loi ». Il indique, à ce titre, que l' « arsenal législatif est suffisant, depuis les textes sur les libertés publiques jusqu'aux textes relatifs aux groupes de combats (loi du 10 Janvier 1936) en passant par l'article 265 du Code pénal sur les associations de malfaiteurs », pour que les administrateurs puissent « renvoyer devant les tribunaux compétents tous ceux à quelque parti politique qu'ils appartiennent qui troublent l'ordre public par leurs actes, leurs paroles ou leurs écrits ». Le Ministre soutient que, devant l'ONU, les décisions des tribunaux sont rarement contestées alors que les sanctions administratives apparaissent aux yeux des « détracteurs » comme le « fait du prince ». « Je suis certain, assure le Ministre, que vous trouverez en la personne du procureur de votre Territoire l'appui nécessaire pour mener à bien l'action à poursuivre, action qui n'a d'autres buts que la mise en œuvre d'une justice ferme et rapide (...) ». Bref, les administrateurs français sont invités à avoir recours aux procédures judiciaires. Des mandats d'arrêt sont lancés contre les dirigeants de l'UPC qui, pour échapper à l'emprisonnement, émigrent au Cameroun sous administration britannique ou entrent en clandestinité en zone française. Lorsque, le 18 octobre 1955, la Mission de visite de l'ONU arrive au Cameroun, elle se résigne aux décisions souveraines de la France et refuse de recevoir les dirigeants de l'UPC au motif qu'elle ne peut s'entretenir avec les représentants d'une organisation illégale. Réfugié dans le « maquis » depuis les « événements de mai 1955 », Ruben Um Nyobè, le Secrétaire général de l'UPC, cherchera en vain les moyens pour sortir avec son mouvement de la clandestinité.

A l'option insurrectionnelle choisie par l'UPC riposte l'opération ZOPAC (« Zone de pacification de la Sanaga-Maritime ») qui permet à la France de repérer et d'investir le « maquis » du leader indépendantiste, assassiné le 13 septembre 1958. Cet assassinat marque la victoire symbolique de la dynamique impériale française sur le mouvement indépendantiste camerounais.

La mise en échec de l' « Union nationale » assimilée à l'UPC.

En effet, force est de constater que depuis le décret du 13 juillet 1955 interdisant l'UPC, un « vide politique » s'est instauré au Cameroun jusqu'à l'avènement, le 9 juin 1956, de l' « Union nationale ». Lancé par Paul Soppo Priso, ce mouvement rassemble tous ceux qui sont favorables à l'idée d'indépendance, mais s'oppose au recours à la violence. Lors de son congrès tenu à Yaoundé le 5 août 1956, l' « Union nationale » adopte un programme comprenant « le rejet des propositions concernant le Cameroun et figurant dans la loi-cadre promulguée le 23 juin 1956, la dissolution de l'Assemblée camerounaise et sa reconstitution sur la base du suffrage universel et d'un seul collège électoral, l'amnistie générale pour toutes les personnes impliquées dans les « émeutes de mai 1955 », l'unification et l'indépendance du Cameroun ». Consciente du risque de voir les indépendantistes prendre le pouvoir lors des élections du 23 décembre 1956, l'administration française feint d'apaiser les esprits en déposant, le 2 août 1956, un projet d'amnistie à l'Assemblée de l'Union française qui, curieusement, ne l'adopte que le 11 décembre 1956. Or, à cette date, le délai de dépôt des candidatures aux élections municipales et législatives (devant se tenir respectivement le 18 novembre et le 23 décembre 1956) est clos. Autrement dit, les amnistiés de l'UPC ne peuvent pas prendre part à ces consultations électorales. Malgré les appels lancés par des indépendantistes radicaux en faveur du boycott, l' « Union nationale » finit par participer aux élections de décembre 1956. Sur les soixante-dix députés élus dans la nouvelle Assemblée, il n'y en a que huit qui s'en réclament. Les nationalistes ayant échoué, la France garde la mainmise sur le processus institutionnel, et jusqu'en 1958, elle n'envisage pas l'indépendance du Cameroun comme une possibilité réelle et n'élabore aucun plan d'ensemble en vue de cette issue. Lorsque le 12 juin 1958, l'ALCAM (Assemblée Législative du Cameroun) lui demande de reconnaître à l' « Etat sous tutelle du Cameroun » son option pour l'indépendance, la France accède facilement à la motion du Gouvernement local en adoptant l'ordonnance du 30 décembre 1958. Ce texte, tout en conférant au Territoire une totale autonomie interne, confirme les dispositions du décret de 1957 sur les matières réservées à l'Etat français. L'ordonnance du 30 décembre 1958 est assortie d'une série de conventions qui reflètent, à tout le moins, l'emprise de la puissance tutrice sur le processus vers l'indépendance.

Dépositaire des pouvoirs de la République française, c'est le Haut-Commissaire qui procède à la nomination du premier Ministre camerounais et, à ce titre, choisit le personnage politique local qui lui paraît convenable pour préserver les intérêts français. C'est ainsi qu'Ahmadou Ahidjo devient Premier Ministre du Cameroun à la suite d'André-Marie Mbida. Sûre de cet interlocuteur local, la France ne s'oppose pas à la levée de la tutelle qui s'opère sans consultation des populations camerounaises (comme le prévoit les dispositions du régime de tutelle). Le 1er janvier 1960, le Cameroun accède à la souveraineté internationale avec à sa tête un

gouvernement francophile et antinationaliste, incarné par Ahmadou Ahidjo, son premier ministre devenu de facto, Président de la République. En signant, le 13 novembre 1960, des « Accords de coopération » avec le nouvel Etat, la France prolonge son influence au Cameroun postcolonial, au grand dam des idées nationalistes de Ruben UM NYOBE.

© Correspondance particulière : Blaise Alfred NGANDO, Docteur en Histoire du Droit et des Idées politiques

---

## **Cameroun : La France accusée de génocide au Cameroun**

Les manifestations marquant le cinquantenaire du décès du nationaliste Um Nyobé ont démarré le 1er septembre dernier à Douala placées sous la houlette de la Fondation panafricaine et présidée par le combattant MbouaMassok. Hier 13 septembre 2008, le compteur historique du Cameroun a marqué d'un demi siècle que Ruben Um Nyobé a été assassiné par les forces néo-coloniales. Des Camerounais ont choisi la célébration du cinquantenaire de l'assassinat du leader politique Ruben Um Nyobé, pour dénoncer "le génocide français au Cameroun "

"Le moment est venu pour que la France reconnaisse son génocide au Cameroun, et qu'elle répare le lourd tribut qu'elle a causé aux Camerounais", a déclaré le combattant MbouaMassok à plusieurs confrères de Douala lors d'une conférence de presse.

Le cinquantenaire de l'assassinat, par l'armée coloniale française, de Ruben Um Nyobé, a été marqué hier samedi à travers le pays, par des conférences-débats, pour magnifier l'œuvre du nationaliste et revisiter la mémoire des leaders « upécistes ». Les militants et sympathisants de l'UPC ont accusé dans plusieurs de leurs discours le rôle de la France dans les « massacres de populations camerounaise ». Ils pensent également que "ce serait une erreur d'oublier le génocide français au Cameroun, car si l'on parle du génocide rwandais avec une forte implication de la France, la situation est identique au Cameroun, sinon plus".

Né en 1913, le "Mpondol" Ruben Um Nyobe a fait ses études primaires dans les écoles locales des missionnaires presbytériens (en 1920 il fréquente l'école presbytérienne de Makay où il est baptisé en 1921; en 1924 il quitte cette école pour l'école d'Ilanga près d'Eséka où il obtient son certificat d'études primaires en 1929) puis il intègre en 1931, l'Ecole normale de Foullassi en pays Bulu, tenue également les presbytériens.

Il est renvoyé de cette école, l'année où il doit obtenir son diplôme de fin d'études, accusé d'être toujours prompt à prendre la tête des mouvements de revendication et de protestation. Il obtient néanmoins son diplôme de fin d'études, en temps que candidat libre.

Selon l'historien Francis Richard dans annales du Cameroun tome 5 publiées en 1982 aux éditions Le point, Paris, Um Nyobé a enseigné pendant quelques années dans les écoles presbytériennes. En 1935, il est admis au concours des commis des services civils et financiers. Il poursuit ses études en travaillant et obtient par correspondance sa première partie du baccalauréat en 1939. Il est affecté au greffe du tribunal d'Edéa. Dans l'exercice de son métier, il se passionne pour le droit. Ce faisant, il découvre l'injustice à laquelle sont soumis les camerounais, à travers le système de l'indigénat. En effet, la loi distingue les indigènes (camerounais) considérés comme des sujets, des français considérés comme des citoyens. La loi ne laisse aucune possibilité d'expression pour la lutte politique ou pour la défense des droits des travailleurs aux indigènes.

Plusieurs sources historiques sur le Cameroun affirment que l'engagement nationaliste de Ruben UM Nyobe pour l'indépendance du Cameroun est la cause principale de sa liquidation par le colon français soutenu par le régime de Ahidjo.

C'est le principe d'indépendance et de réunification du Cameroun soutenu par l'Union des Populations du Cameroun et porté par son Secrétaire général qui dérange Paris. Alors que André Marie Mbida, homme politique proche de la France clamait : " Nous ne sommes pas prêts pour l'indépendance." Dès lors, UPC est considérée comme "personnes non grata " sur la scène politique. Du maquis de Boumyebel au siège des Nations unies, Um NYOBE fait entendre les aspirations profondes du peuple camerounais. Il fait imprimer son texte présenté aux Nations Unies: "Que veut le Cameroun?" Le 13 juillet 1955, le gouverneur Roland Pré interdit l'UPC de toute activité sur le territoire national. Félix Roland Moumié, le président de l'UPC, Abel Kingué,

UM Nyobe, Ernest Ouandié se réfugient dans la clandestinité. La petite localité de Boumnyebel devient l'épicentre de la lutte nationaliste.

Le 13 Septembre 1958, avant le retour des éclaireurs, Um Nyobé entend un bruit de pas et signale à son entourage la présence des militaires. Aussitôt, des coups de feu éclatent. Son compagnon Yem Mback est tué à bout portant ainsi que les deux femmes qui l'accompagnent. Um Nyobé est identifié par les indicateurs qui accompagnent la patrouille. Il est sans arme, il tient à la main un cartable qui contient ses documents et son agenda personnel. Paul Abdoulaye, soldat d'origine Sara (Tchad) enrôlé par l'armée française, ouvre le feu sur lui. Il est atteint au dos et meurt. Le corps de Um Nyobé est enroulé dans un drap puis traîné jusqu'à Boumnyebel où il est exposé en public. Quelques jours après, le corps de Um Nyobé est accompagné dans sa dernière demeure par le pasteur Song Nlend.

Cinquante ans après sa mort l'ombre de UM NYOBE et les autres martyrs planent sur les régimes issus de la complaisance de Paris. Sa mort "marque la fin d'un très grand moment historique au Cameroun: la défaite de l'une des utopies les plus radicales de l'Afrique moderne", expliquait Achille Mbembe en 2003.

Combien de victimes derrière cette réaction du pouvoir colonial ?

Dans un témoignage non démenti, Max Bardet ("OK Cargo !", Editions Grasset, 1988), ancien pilote d'hélicoptère français présent au Cameroun entre 1962 et 1964, avance comme bilan des bombardements au napalm effectués cette fois-ci en pays Bamiléké le chiffre de 300 000 à 400 000 morts. Tous les Camerounais savent que pendant les années 1960 et 1970, on exposait sur les marchés de la région les têtes coupées des maquisards de l'UPC : La France à ce jour est accusée de génocide au Cameroun.

© Camer.be : Yolande Tankeu à Douala

---